

# ACTION URGENTE

## SALVADOR. LE GOUVERNEMENT DOIT RESPECTER SA PROMESSE ENVERS BEATRIZ

La Cour interaméricaine des droits humains a pris des mesures de protection en faveur de Beatriz, ordonnant au gouvernement salvadorien de fournir de toute urgence à cette femme les soins médicaux dont elle a besoin pour survivre. La ministre de la Santé a déclaré être en faveur d'un tel traitement mais ses propos doivent maintenant se traduire par des actions concrètes.

Le 29 mai 2013, la chambre constitutionnelle de la Cour suprême a rendu son verdict, refusant à **Beatriz** la possibilité de bénéficier d'un avortement thérapeutique, obligeant le personnel médical qui s'occupe de cette femme à prendre la responsabilité de toute décision la concernant. Ce jugement signifie que le sort de Beatriz est totalement entre les mains du gouvernement salvadorien, dernier garant de ses droits humains.

Le 30 mai, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme a pris des mesures de protection en faveur de cette femme, ordonnant au gouvernement de lui fournir sans délai les soins dont elle a besoin. Cette décision est juridiquement contraignante pour le gouvernement salvadorien.

Le même jour, la ministre de la Santé a déclaré publiquement que Beatriz recevrait le traitement dont elle a besoin. Nous saluons vivement ces propos qui doivent néanmoins se traduire rapidement par des actions concrètes, sans délais supplémentaires et cruels. Votre participation est essentielle : en agissant maintenant, vous contribuez à veiller à ce que le Salvador respecte sa promesse.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue :

- saluez la déclaration de la ministre de la Santé et précisez que ses propos doivent se traduire sans délai par des actions concrètes, afin que le gouvernement puisse se conformer aux mesures de protection juridiquement contraignantes prises par la Cour interaméricaine des droits de l'Homme ;
- Vous pouvez également envoyer un message au président du Salvador sur Twitter (voir les idées de tweets dans le « complément d'information ») ;
- appelez l'ambassade du Salvador dans votre pays ou demandez un entretien avec l'ambassadeur, ou organisez une manifestation devant l'ambassade pour transmettre votre message.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 JUILLET 2013 À :

Président du Salvador

Mauricio Funes

Dirección orientation: Alameda Dr.

Manuel

Enrique Araujo, No. 5500

San Salvador, Salvador

Fax : +503 2243 9947

Twitter : @presidencia\_sv

Formule d'appel : *Estimado Sr*

*Presidente, / Monsieur le Président,*

Ministre de la Santé

María Isabel Rodríguez

Dirección orientation: Calle Arce No.827

San Salvador, Salvador

Fax : +503 2221 0991 (merci de vous

montrer persévérant-e)

Courriel : [mrodriguez@salud.gob.sv](mailto:mrodriguez@salud.gob.sv)

Formule d'appel : *Estimada Sra Ministra,*

*/ Madame la Ministre,*

**Copies à :**

Mouvement citoyen pour la

dépénalisation de l'avortement

thérapeutique, éthique et eugénique

Fax : +503 2226 0356 (dites « **tono de**

**fax** » si quelqu'un décroche)

Courriel :

[agrupacionporladespenalizacion@gmail.com](mailto:agrupacionporladespenalizacion@gmail.com)

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Salvador dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 93/13.

Pour plus d'informations : <http://amnesty.org/fr/library/info/AMR29/005/2013/fr>.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## SALVADOR. LE GOUVERNEMENT DOIT RESPECTER SA PROMESSE ENVERS BEATRIZ

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Amnesty International a publié un communiqué de presse le 30 mai dernier : <http://www.amnesty.org/en/news/beatriz-2013-05-30>.

Les droits sexuels et reproductifs découlent des droits fondamentaux reconnus par les traités internationaux, les normes régionales, les constitutions nationales et les diverses normes en la matière relatives aux droits humains. La réalisation de ces droits comprend le respect des droits relatifs à l'intégrité physique et mentale, notamment à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne ; du droit de ne pas être torturé et de ne pas être soumis à des traitements cruels, inhumains ou dégradants ; du droit à la vie privée et à la vie familiale ; des droits relatifs à la liberté d'opinion et d'expression ; et du droit de ne pas subir de discrimination. Ces droits proviennent directement des principes qui sont à la base des droits sexuels et reproductifs : l'intégrité physique et mentale de la personne, son autonomie, et le principe de non-discrimination quels que soient le genre, la race, la nationalité ou l'origine, l'orientation sexuelle, le handicap ou le statut socioéconomique de l'intéressé.

Les droits sexuels et reproductifs sont une composante essentielle des droits fondamentaux de toute personne. Leur respect est indispensable à la dignité humaine et au bien-être physique, affectif, mental et social, et leur réalisation améliore les conditions de vie et les relations personnelles, et contribue à l'égalité des genres et à l'autonomisation. Toute personne doit avoir la possibilité d'en jouir en toute liberté et sans contrainte, discrimination ou violence.

En juin 2011, la Rapporteuse spéciale des Nations unies chargée de la question de la violence contre les femmes a fait part de ses vives inquiétudes quant à la situation au Salvador dans ce domaine, et a rappelé que l'inaction des autorités en matière d'enquêtes, de poursuites et de réparation pour ce type de crimes engendre un climat d'impunité pour les violences liées au genre.

Dans son rapport, la Rapporteuse spéciale a également exhorté le gouvernement à réviser les lois interdisant l'avortement en toutes circonstances, y compris en cas de grossesse à risque élevé ou résultant d'un viol.

#### Suggestions de tweets :

En anglais : @presidencia\_sv We welcome the Minister of Health's promise to #saveBeatriz but this must happen now with no more cruel delays

En français: @presidencia\_sv Nous saluons la promesse de la ministre de la Santé de #sauver Beatriz mais elle doit agir maintenant sans délais supplémentaires et cruels

En espagnol: @presidencia\_sv Bienvenido el compromiso de la Ministra de Salud que se dara el tratamiento para que se #salveBeatriz pero q lo hagan ya!

En anglais: @presidencia\_sv Comply with the protective measures ordered by the Inter-American Court of Human Rights and #saveBeatriz now!

En français: @presidencia\_sv Respectez les mesures de précaution et de protection ordonnées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et #sauvez Beatriz !

En espagnol : @presidencia\_sv Cumpla con las medidas provisionales de la Corte Interamericana de DDHH ya y #salveBeatriz

En anglais : @presidencia\_sv Every day there are more of us: now over 170,000 people across the world want you to #saveBeatriz

En français: @presidencia\_sv Chaque jour nous sommes plus nombreux : plus de 170 000 personnes à travers le monde espèrent que vous allez #sauver Beatriz

En espagnol: @presidencia\_sv Cada día somos mas: ahora mas de 170.000 personas a lo largo del mundo queremos que Ud #salveBeatriz

Nom : Beatriz

Genre : femme

Action complémentaire sur l'AU 93/13, AMR 29/006/2013, 31 mai 2013

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

